

Urban Thinkers TALKS

collection #02 nov. 2020

Alioune Badiane

Ancien Directeur de la Division des Programmes
et Directeur Régional pour l'Afrique à ONU-Habitat



ENJEUX & DEVENIR DES VILLES AFRICAINES

Interview réalisée par Maggie Cazal Global Urban Think Tank

Cette interview a été réalisée en avril 2018 lors de la mise en place des groupes de travail du programme «Afrique Villes Durables» d'USF. Alioune Badiane est décédé le 31 juillet 2020.

Collection créée par Maggie Cazal, Docteur en Urbanisme, Conférencière internationale, Fondatrice de Global Urban Think Tank.
Edition soutenue par l'ONG Urbanistes Sans Frontières (USF) et l'Organisme de Développement Durable International et Multidisciplinaire (ODDIM)

De nationalité sénégalaise, Alioune Badiane travailla à ONU-Habitat de 1991 à 2016. Après une mission en Haïti en 1991, il fut nommé Coordinateur régional du Programme de Gestion Urbaine pour l'Afrique sub-saharienne, poste qu'il occupa de 1992 à 1998 (base à Lomé, Accra puis Abidjan). En 1999, il fut transféré à Nairobi pour prendre la tête du Bureau Régional d'ONU-Habitat pour l'Afrique et les Pays Arabes. En 2012, il devint Directeur de la Division des Programmes, poste qu'il occupa jusqu'à fin septembre 2016. Diplômé d'ENEA à Dakar, de l'Université Laval à Québec et du Hunter College of the City University of New York, Alioune a cumulé une vaste expérience au niveau international durant trente ans.

Pourquoi la question de l'urbanisation est-elle si fondamentale ?

La question de l'urbanisation de l'Afrique est très pertinente dans la mesure où l'urbanisation représente une trajectoire très suivie, une trajectoire qui a été constante au cours de ces trente dernières années.

Cette question est fondamentale car l'urbanisation se traduit par une transformation positive de nos pays, de nos économies et de nos vies en société.

Néanmoins, elle représente aussi une trajectoire très problématique du point de vue de ses enjeux et de la capacité des Etats et des villes à maîtriser ce processus très complexe qui demande un leadership, une vision et des moyens pour le mettre en oeuvre. Ce processus doit être porté par une volonté politique affirmée pour pouvoir réaliser l'avantage du développement urbain. Kofi Annan disait que les villes africaines ont un très grand potentiel de développement pour autant qu'elles soient bien gérées. Si ces villes ne sont pas bien gérées, elles deviennent des risques pour le développement économique, social et environnemental.

Aujourd'hui, le bilan de l'évolution de l'urbanisation en Afrique doit être vu sous plusieurs angles. Sur le plan démographique, la période entre 1980 et 2018 a été témoin d'une évolution progressive de la démographie africaine.

Aujourd'hui, cette démographie se situe à environ 470-475 millions d'habitants dans les villes africaines. D'ici 2040, cette population devrait augmenter jusqu'à atteindre 1 milliard d'individus.

Ce danger mène à toute une série de risques que nous devons évaluer. En effet, cette croissance démographique dans les zones urbaines a été accompagnée par deux phénomènes qui représentent des pics difficiles pour les autorités africaines. Le manque d'anticipation de ce phénomène a été affecté par plusieurs facteurs dont la sécheresse au début des années 1970, notamment au Sénégal.

Ces vagues de sécheresse ont entraîné un exode rural massif vers les villes et les banlieues, menant inexorablement à l'explosion des bidonvilles. Ce phénomène a été la tâche noire de la progression de l'urbanisation au cours des trente dernières années. Malgré les efforts des Etats, les villes africaines abritent encore plus de 60% de leur population dans les zones informelles.

Ceci étant dit, l'urbanisation africaine a aussi permis aux villes et aux Etats d'accumuler une croissance économique. Aujourd'hui, 60 à 70% du PIB des pays africains est produit dans les zones urbaines. Les villes ont un potentiel de développement économique, extrêmement important, qui doit être pris en compte.

{ 60 à 70% du PIB des pays africains est produit dans les zones urbaines. Les villes ont un potentiel de développement économique, extrêmement important, qui doit être pris en compte. }



Quartier d'Affaires du Plateau, Abidjan, Côte d'Ivoire (source USF, photo MC)

Une autre conséquence de cette trajectoire urbaine est la montée en puissance des autorités locales qui se sont affirmées comme des partenaires importants dans le cadre du dispositif de gestion des villes. Les collectivités locales et les acteurs de la société civile ont un rôle primordial.

Des organisations ont été mises en place à la sortie de la Conférence de Vancouver (Habitat I) en 1976 et ont été une tête de file de la création de mouvements civils et civiques pour la défense des citoyens et pour porter un autre discours pour ces citoyens.

La société civile permet de compléter l'action de l'Etat mais est aussi un élément de

veille important permettant de défendre les populations urbaines vivant dans des zones défavorisées. Une conjonction entre les autorités locales et la société civile a permis une montée en puissance du rôle de ces acteurs dans le cadre du développement urbain.

L'année 1996 a été extrêmement importante pour l'évolution des rapports entre les Etats et les collectivités locales dans le cadre de la gestion urbaine. Pour la première fois, un maire en marge de la Conférence d'Istanbul (Habitat II), a porté la parole des autorités locales en lisant la motion de la Déclaration des villes et des centres urbains pour définir leur rôle dans le cadre du développement urbain futur.

Naturellement, il y a des avancées sur le plan socioéconomique, mais également sur le plan institutionnel grâce à des institutions ayant pris la défense des citoyens les plus faibles pour qu'ils ne soient pas laissés en marge du processus de développement.

La conférence de Rio et l'Agenda 21 Local ont été des éléments importants de la montée en puissance des villes à partir de la COP 21 à Paris jusqu'à la COP 22 à Marrakech. Ils ont permis de montrer le rôle primordial des villes pour la gestion de l'environnement, du fait d'un changement de paradigme caractérisé par la dominance du monde urbain sur le monde rural depuis une dizaine d'années. Cette montée en puissance a entraîné une dégradation de l'environnement dans la mesure où 70% des émissions de CO2 et des gaz à effet de serre sont produits par les villes.

Néanmoins, grâce à la collaboration des Etats avec les villes, l'urbanisation a également permis de lutter contre la pauvreté, notamment dans un pays comme la Chine où elle a permis de sortir plus de 500 millions de Chinois de la pauvreté. Des villes productives sont des éléments importants pour lutter contre la pauvreté en améliorant les conditions de vie des populations urbaines.

Les différentes conférences, qui se sont tenues à Istanbul, à Rio ou encore à Quito en 2016, ont permis la transformation des agendas politiques au niveau international, faisant du

Nouvel Agenda urbain le référentiel le plus important pour améliorer la vie des citoyens dans les villes mais aussi les conditions futures (avec des projections sur vingt ans). Beaucoup de choses sont faites en faveur de l'évolution de l'urbanisation au niveau de l'Afrique et au niveau mondial.

Quelles caractéristiques définissent l'urbanisation africaine ?

L'évolution de l'urbanisation a fait des villes africaines des espaces caractérisés par quatre ou cinq aspects ayant des impacts importants sur les éléments institutionnels, géographiques et climatiques.

Du fait du contexte institutionnel et de leur rôle majeur dans le développement, la transition économique et les émissions de gaz à effet de serre, les villes africaines sont des villes chères sur le plan de l'existence. Les populations y souffrent

énormément car la productivité et la contribution économique n'y a pas encore atteint un niveau suffisant pour que les revenus permettent aux citoyens de vivre décemment. La majorité des populations urbaines africaines vivent dans des conditions extrêmement difficiles, que ce soit aux niveaux des transports, du logement ou de la nourriture. Comparées à des villes de même structure et de même taille, les villes africaines sont dix fois plus chères.

{ Les villes, telles que Kinshasa, Ouagadougou, Niamey ou Dar el Salam, sont tellement étalées que leur diamètre peut atteindre 100 km. Même à Dakar, qui est une presqu'île, le même problème se pose. Ces villes ne sont ni denses, ni desservies, et ne peuvent donc pas être optimisées ou productives sur le plan géographique. }

Ces villes doivent être plus productives et moins chères, mais elles doivent également être plus connectées. Aujourd'hui, elles sont très lâches et étendues, elles sont dominées par des structures d'action et de gouvernance qui n'ont pas permis de prendre en compte la planification à court, moyen et long terme. Elles ne sont pas assez connectées car elles ne sont pas bien desservies du point de vue de l'eau, de l'assainissement, des transports, de l'énergie, mais également du point de vue social car l'étendue du tissu urbain complique la création de lien social. Heureusement, les possibilités de télécommunication sont assez développées car tous les autres services sociaux posent problème.

Les villes africaines ne sont pas sûres non plus. Or, la sécurité est une question fondamentale pour que les villes soient des lieux sûrs et attractifs pour les investisseurs. Les villes doivent être plus vivantes en termes de connexion, d'économie, de santé, etc. Elles doivent être plus productives grâce à la mise en place de dispositions et d'investissements dans les domaines des infrastructures, de la gestion urbaine, des transferts et de l'économie.



Lagos, Nigeria (source USF, photo MC)

Sur le plan institutionnel, le partage des responsabilités entre les Etats et les villes doit être plus clair. Malgré le discours sur la décentralisation et l'importance des autorités locales, les Etats ne cessent de vouloir capter le pouvoir au détriment des villes. Le principe de subsidiarité doit être un principe acquis sur lequel on ne revient pas. Bien que les Etats construisent le corpus législatif qui permet de gérer les villes, les autorités locales et leurs partenaires de la société civile doivent pouvoir donner les éléments de gestion et de garantie les plus sûrs pour que le plan institutionnel soit clair. La décentralisation doit s'accompagner de ressources sûres pour que les villes n'aient plus à quêmander auprès des institutions financières pour avoir des revenus réels. D'autres instruments innovants doivent être produits du point de vue de la gestion des ressources.

Sur le plan géographique, les caractéristiques sont évidentes. Les villes, telles que Kinshasa, Ouagadougou, Niamey ou Dar el Salam, sont tellement étalées que leur diamètre peut atteindre 100 km. Même à Dakar, qui est une presqu'île, le même problème se pose. Ces villes ne sont ni denses, ni desservies, et ne peuvent donc pas être optimisées ou productives sur le plan géographique.

Sur le plan climatique, il faut travailler sur la résilience des villes pour qu'elles ne soient pas productrices de gaz à effet de serre, notamment dans les secteurs de la consommation et des véhicules. Aujourd'hui, beaucoup de villes sont extrêmement fragiles et vulnérables face au changement climatique, notamment Saint-Louis (Sénégal) et toutes les villes de la côte ouest africaine. Les corrélations entre notre côte et tout ce qui est en relation avec la montée du niveau de la mer sont des conséquences climatiques certaines sur lesquelles il faut travailler.

Malheureusement, ces programmes de résilience ne sont pas bien intégrés dans les programmes des Etats ou des villes. Ces questions doivent être abordées urgemment et j'invite USF et ses partenaires à faire un plaidoyer sur ces questions environnementales et climatiques, ainsi que sur la question de la planification urbaine qui constitue l'élément moteur pour contrer l'expansion intempestive des villes.

Quels sont les enjeux et les défis majeurs auxquels sont confrontées les villes africaines ?

Concernant les enjeux et défis majeurs des villes africaines, l'élément fondamental est la question de la pauvreté urbaine.

Cette question regroupe les enjeux liés aux bidonvilles, aux risques urbains et à la gestion urbaine, c'est-à-dire aux services urbains. Ces services urbains, en relation avec l'habitat et les bidonvilles, posent la question des enjeux fonciers. Le foncier est au centre de plusieurs batailles sur le plan de la légalité et sur le plan des opportunités pour les populations pauvres d'accéder à un habitat décent et pour les individus souhaitant investir.

L'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement est également un enjeu majeur. Comme le dit ONU-Habitat, « l'eau c'est la vie, l'assainissement c'est la dignité ».

Les questions d'assainissement sont extrêmement importantes pour les femmes vivant dans des zones de bidonvilles, dans des zones où l'accès à l'assainissement n'est pas facile. En effet, elles y sont très vulnérables.

Les femmes doivent souvent aller aux toilettes publiques tôt le matin ou le soir quand il y a moins de monde par manque de temps dans la journée. C'est à ces moments-là que les risques d'agression sont les plus élevés pour ces femmes. Les femmes allant travailler très tôt le matin (dans les champs, sur les marchés, etc.) font face à des problèmes d'insécurité également.

Il y a un risque relatif à l'eau et à l'assainissement, mais également au regard de la densité, de la promiscuité et de la nature du bâti urbain.

Une zone urbaine pauvre est occupée par des déchets et des cartons, elle est non planifiée et présente des risques, notamment pour les femmes et les jeunes enfants. Du point de vue des risques urbains, une zone pauvre est très dangereuse. D'un point de vue économique, les villes doivent être plus productives pour permettre le développement urbain.

Du point de vue des opportunités, nous ne devons pas tout jeter et être absolument négatifs concernant l'urbanisation en Afrique.

Les villes y sont porteuses de croissance, de prospérité, d'opportunités, de partenariats sur le plan socioéconomique, de bénéfices, et surtout de libertés et de démocratie.

Les villes y sont porteuses de croissance, de prospérité, d'opportunités, de partenariats sur le plan socioéconomique, de bénéfices, et surtout de libertés et de démocratie.

{ Du point de vue des opportunités, nous ne devons pas tout jeter et être absolument négatifs concernant l'urbanisation en Afrique. }

Les villes et les autorités locales sont un des fondements d'une démocratie élargie et renforcée.

Quand les villes sont bien gérées, elles sont des lieux de formation d'une prospérité partagée dans la mesure où il y a du travail, de l'industrie, des possibilités d'investir et de transformer nos économies.



Ville intermédiaire - Côte d'Ivoire (source USF, photo MC)

Les aspects négatifs de la ville ne doivent pas empêcher d'insister sur les aspects positifs que les villes peuvent amener dans le cadre d'une transformation. Au fur et à mesure de l'évolution de l'urbanisation, la population urbaine qui représente aujourd'hui 41% de la population devrait être un des éléments de motivation de la transformation des prochaines années.



Bidonville - Addis-Abeba, Ethiopie (source USF, photo MC)

Quels sont les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs du Nouvel Agenda Urbain ?

Après plus de deux ans de collaboration très suivie et une participation effective des autorités locales dans le processus de négociation, le Nouvel Agenda urbain a été approuvé à Quito en octobre 2016 (Habitat III). En septembre 2015, à New-York, l'assemblée des Nations Unies avait adopté les Objectifs de Développement Durables (ODD) qui sont venus remplacer les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). L'ODD 11 est un élément particulièrement fédérateur de ce Nouvel Agenda Urbain qui a adopté 175 articles pour les résolutions prises dans ce domaine.

Dans le cadre de l'ODD 11, le programme de développement durable souhaite la construction de villes résilientes, inclusives et durables à l'horizon 2030. Pour cela, les villes doivent travailler intensément et intelligemment. Par ailleurs, la question des villes intelligentes a été particulièrement retenue.

Nous devons faire en sorte que ces deux agendas soient fédérés. Un gros travail a déjà été fait au niveau de l'ONU-Habitat, de la Banque Mondiale et des différents organes de développement des Nations Unies. De même, au niveau des pays, un travail va être fait dans le cadre de la mise

en œuvre de cet agenda urbain en collaboration avec le gouvernement du Sénégal pour mettre en place un processus progressif permettant de choisir les éléments qui s'interpénètrent.

Dans les ODD, comme dans le Nouvel Agenda Urbain, des recommandations s'interpénètrent et doivent être mises dans un contexte de mise en œuvre. A cette fin, beaucoup de pays, dont le Nigéria, le Kenya, le Maroc, l'Afrique du Sud ou le Ghana, ont mis en place des dispositifs pour mettre en œuvre le Nouvel Agenda Urbain en s'inspirant des ODD, notamment l'ODD 11, qui sont des éléments contributifs de cet agenda.

{ Dans les ODD, comme dans le Nouvel Agenda Urbain, des recommandations s'interpénètrent et doivent être mises dans un contexte de mise en œuvre. }

Dans le cadre de cette connexion à établir, le plus important et urgent est que chaque pays puisse créer et mettre en œuvre des politiques nationales d'urbanisation. C'est dans ce contexte que la possibilité de fédérer autour de cet agenda sera le plus significatif. Une politique nationale d'urbanisation est un processus qui permet de définir un programme d'urbanisation à court, moyen et long terme, d'identifier les points forts et les axes faibles de l'urbanisation sur un moyen terme de 20 à 25 ans, et de mettre en place les dispositifs de financement par les Etats et les partenaires.

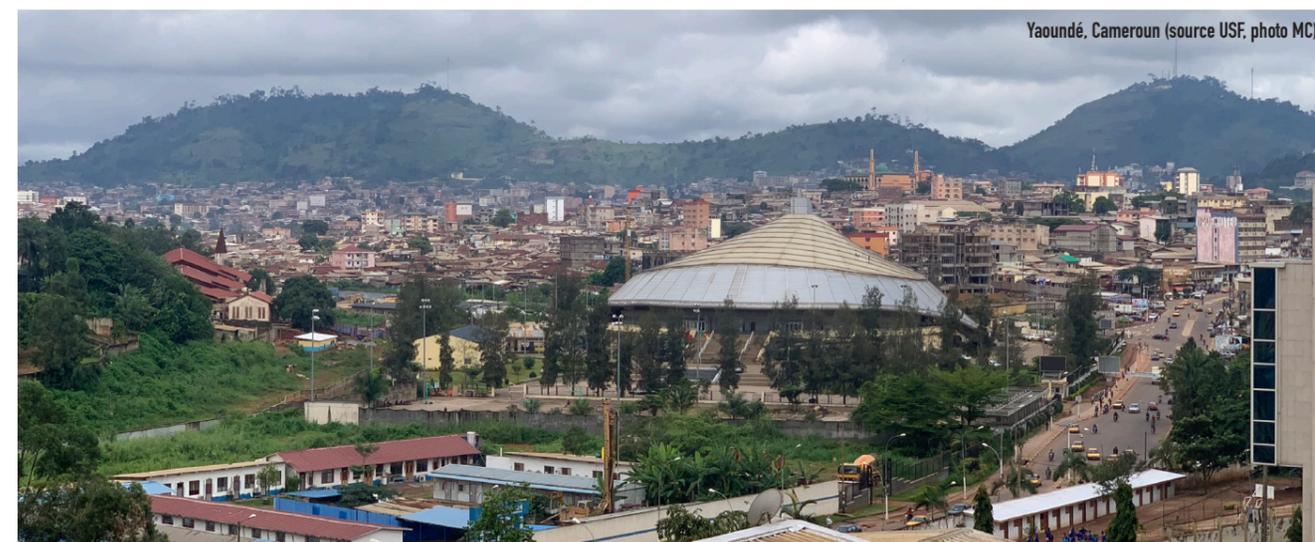
Cet agenda doit être approuvé au niveau le plus élevé, à travers une volonté politique de la part des Etats et des partenaires, et mis en œuvre de façon effective avec les partenaires de développement.

Des mécanismes de suivi doivent être mis en place et les Etats doivent être accompagnés. Pour que ce processus soit ferme et évalué, il faut mettre en place des dispositifs de suivi et d'évaluation grâce à des indicateurs clairs. Le Sénégal

travaille avec ONU-Habitat pour construire une base de données grâce à des observatoires urbains et des données urbaines produites en collaboration avec les instituts nationaux de statistiques. Ces mesures permettront de définir un ensemble d'indicateurs de base afin de suivre et évaluer

ce qui est mis en place. Une telle base de données sert de référence à partir de laquelle les performances peuvent être évaluées.

L'Afrique est en bonne voie grâce à son programme commun, mis en place à Abuja en préparation pour Quito, qui a permis de mettre en place un dispositif de planification et de suivi de la mise en œuvre de cet agenda et des ODD en Afrique. Cette action prometteuse permet à chaque pays africain, aux côtés de leurs partenaires, de définir et de mettre en place ce programme positif contribuant à notre développement. Cet objectif n'a pour autre ambition que de contribuer au développement urbain de nos villes.



Yaoundé, Cameroun (source USF, photo MC)

Dans quelle mesure la question du financement du développement urbain est-elle importante ?

Cette question est à la fois pertinente et très complexe car si vous ne percevez pas le rôle moteur du développement urbain dans le cadre du développement économique, les mécanismes de financement vont être très faibles en termes de portée et d'engagement, tant de la part de l'Etat que des partenaires au développement.

Pour le financement du développement urbain au niveau macroéconomique, l'ensemble des investissements de base sont nécessaires. Aujourd'hui, il faudrait environ 100 milliards de dollars d'investissement par an en Afrique pour rattraper le retard dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, des routes, des services d'assainissement, des réseaux et de la planification. Si nous ne parvenons pas à mettre en place ces bases de développement, nous ne pourrions pas avoir les investissements nécessaires au développement économique.

Comment devons-nous financer ce développement urbain en termes de mécanismes ? Le rôle des Etats est très important car les investissements pour le développement ne peuvent être faits par les villes individuellement. Les Etats doivent garantir ces investissements à partir de leur budget et de leurs partenaires. Néanmoins, ce rôle de financement doit aussi être décentralisé vers les villes pour qu'elles jouent un rôle sans qu'elles ne soient que des collecteurs de taxes quotidiennes pour financer leur développement. Des mécanismes innovants de financement doivent être développés. Aujourd'hui, beaucoup ont été testés et devraient permettre aux villes de financer leur développement.

En 2016, à Dakar, un processus d'impôts obligatoires a été mis en place pour permettre à la ville d'importer 40 milliards de dollars sur le marché des obligations. A la suite des revues de performances de la ville, ce marché obligataire était tellement intéressant qu'il a été approuvé par UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine) et les organes de notations onusiens.

{ il faudrait environ 100 milliards de dollars d'investissement par an en Afrique pour rattraper le retard dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, des routes, des services d'assainissement, des réseaux et de la planification. }



Bidonville, Lagos, Nigeria (source USF, photo MC)



Ville intermédiaire - Côte d'Ivoire (source USF, photo MC)

Naturellement, ce processus a été inventé pour d'autres raisons, mais il est important de souligner que les villes définissent de nouvelles méthodes de financement qui devraient leur permettre d'avoir une bonne santé politique, financière et de gouvernance fondée sur un système de transparence. Ceci est indispensable pour permettre à leurs partenaires et surtout à la population de faire confiance aux autorités locales. Ainsi, ces obligations seraient plus facilement achetées et permettraient de financer ce développement à long terme, plutôt que de se baser uniquement sur de petites ventes ou sur des transferts qui sont rarement constants ou qui sont bloqués par des jeux politiques qui n'ont pas lieu d'être. Les villes sont pour tous et doivent être ouvertes à tous pour permettre le développement économique et de partenariat.

Sur le plan des financements, il est important de mettre en place des efforts de développement sur moyen et long terme, d'assurer des mécanismes de financement innovants et de jouer à la fois aux niveaux des villes et des Etats pour garantir des financements sur le long terme.



Séquence d'inondation, Lagos, Nigeria (source USF, photo MC)

Comment traiter la question cruciale de l'insécurité dans les villes d'Afrique ?

La question de la sécurité est difficile et lancinante. Elle constitue un problème à la fois interne et externe.

De plus en plus, notre sécurité ne peut plus être seulement mise dans les mains de la police et de la justice dans la mesure où la justice criminelle ne permet pas toujours de régler l'ensemble des questions de sécurité de proximité se posant à nos citoyens.

Dans son programme des villes plus sûres, ONU-Habitat a voulu mettre en place des dispositifs et un programme permettant aux villes de créer des conseils municipaux de sécurité qui permettent de définir un plan communal de sécurité. Dans ces plans, l'ensemble des partenaires sont impliqués et les maires en sont les leaders.

L'ensemble des forces en charge de la défense et de la sécurité dans les villes ainsi que les citoyens sont investis dans le

{ notre sécurité ne peut plus être seulement mise dans les mains de la police et de la justice... Les villes et les populations doivent travailler ensemble pour co-produire la sécurité. }

Ville intermédiaire, Bénin (source USF, photo MC)



Quartier informel Makoko, Lagos, Nigeria (source USF, photo MC)



cadre d'une collaboration pertinente permettant la circulation des informations et la formation d'une confiance entre tous les acteurs.

De ce processus découle le concept de «co-construction» de la sécurité qui doit être co-produite entre les populations et les éléments de sécurité.

Il est primordial que ce programme soit financé, et j'en profite pour remercier les partenaires au développement, notamment le CMPI, la Banque Mondiale

et ONU-Habitat, qui ont eu une prise de conscience selon laquelle il ne peut y avoir de développement urbain, donc de développement durable, sans la sécurité. C'est la raison pour laquelle, nous insistons sur l'importance de la sécurité qui est un élément fondateur du développement urbain, et de la mise en œuvre de

cet agenda et des ODD.

Les villes et les populations doivent travailler ensemble pour co-produire la sécurité.



Lagos, Nigeria (source USF, photo MC)

Que pouvez-vous nous dire sur le partenariat avec Urbanistes Sans Frontières (USF), notamment dans le cadre de son programme «Afrique Villes Durables» ?

Je suis très content de participer et de soutenir le programme « Afrique Villes Durables », et de préparer les conférences et les échanges avec les groupes de travail.

Les actions menées par Urbanistes Sans Frontières permettront de donner des éléments de co-production, de stratégie, de collaboration pour mettre en œuvre le Nouvel Agenda urbain en Afrique.

Il y a énormément de possibilités réelles de coopération, de financement, de plaidoyer, dont nous partagerions le rôle, avec les Etats européens et africains.

Par son expérience et sa volonté, Urbanistes Sans Frontières peut (re)construire des ponts permettant de développer des partenariats à long terme pour le développement des villes en Afrique.



Addis-Abeba, Ethiopie (source USF, photo MC)

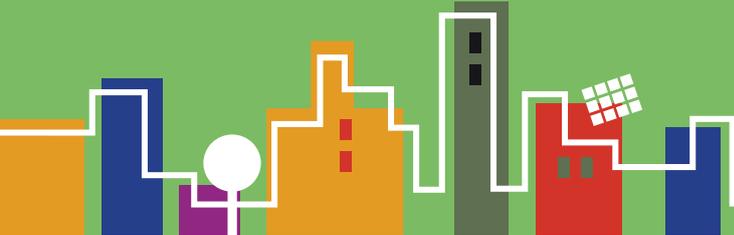
Il en va de notre futur, de la qualité de vie de nos populations et de la construction d'un leadership transparent et d'une vision politique ferme, déterminée et inclusive pour être un élément moteur de mobilisation des sociétés africaines.

{ L'Afrique est le continent de maintenant et du futur, l'Afrique est la frontière du développement dans le monde... Etant deux continents liés par le destin et devant travailler ensemble, nous devons regarder l'ensemble des paramètres qui devraient permettre à ce partenariat de réussir. }

L'Afrique est le continent de maintenant et du futur, l'Afrique est la frontière du développement dans le monde. Tout partenariat qui s'inscrit dans ce domaine doit s'inscrire dans une perspective de durabilité, de sincérité, de collaboration

équitable, qui permettra aux institutions et aux villes d'être bâties sur des fondations sûres. Etant deux continents liés par le destin et devant travailler ensemble, nous devons regarder l'ensemble des paramètres qui devraient permettre à ce partenariat de réussir.

C'est donc avec un très grand plaisir que je souhaite que le programme « Afrique Villes Durables » d'USF se mette en place avec succès pour construire une Afrique urbaine durable, pour notre continent, pour nos villes et pour nos populations ■



GlobalUrban

THINK TANK

Interview de Alioune Badiane

Alioune Badiane a été un homme de réseau et à la tête de la Division des Programmes d'ONU-Habitat.

Liste non-exhaustive de ses contributions :

A partir de 2007, il a été membre du comité de rédaction du CIPC pour le rapport international sur la prévention du crime et la sécurité communautaire. Il a également été un Follow de la Fondation Alexandro De Gusmao du Brésil qui travaille à relier le Brésil à l'Afrique.

En tant que Directeur régional pour l'Afrique et les États arabes d'ONU Habitat, il a été pendant dix ans le principal conseiller politique sur l'Afrique pour le Directeur exécutif d'ONU Habitat.

En octobre 2015, il a été élu co-président de l'ICCCASU, la Conférence internationale en Chine, au Canada et en Afrique pour le Développement urbain durable basé à Ottawa au Canada.

De même, il a co-initié en 2014 le Réseau RESAUD - Réseau d'Échange Stratégique pour une Afrique Urbaine Durable basé à l'Université de Montréal.

Il a été membre du jury 2016 du prix international de l'innovation de Guangzhou pour l'innovation urbaine et président du conseil consultatif technique de l'AFUS basé à Durban, en Afrique du Sud.

Alioune a quitté ONU-Habitat fin septembre 2016.

Il s'est concentré sur le soutien à la mise en œuvre des objectifs de développement durable et du nouvel agenda urbain en Afrique.

Alioune Badiane a créé the Urban Think Tank Africa -TUTTA.



www.urbanistes.info



@GlobalUrbanTT

Collection créée par Maggie Cazal, Docteur en Urbanisme, Conférencière internationale, Fondatrice de Global Urban Think Tank.

Edition soutenue par l'ONG Urbanistes Sans Frontières (USF) et l'Organisme de Développement Durable International et Multidisciplinaire (ODDIM)

ISSN en cours

En hommage à Alioune, un ouvrage collectif intitulé « Alioune Badiane, homme du futur » sera publié en 2021. Coordonné par Daniel Biau, ancien Directeur Exécutif Adjoint d'ONU-Habitat, et Jean-Pierre Elong Mbassi, Secrétaire général de CGLU Afrique, il mobilise 50 contributeurs de 25 nationalités. Illustré de nombreuses photos, ce livre sera disponible en français et en anglais.



Urbanistes Sans Frontières

93 rue Saint-Dominique 75007 Paris
www.usf-f.org - contact@usf-f.org